



Liminaire FSU68

CSA SD - 23 novembre 2023

Mesdames Messieurs les membres du CSA SD du Haut Rhin,

L'attaque contre la cité scolaire d'Arras le 13 octobre, l'assassinat de notre collègue Dominique Bernard, 3 ans après celui de Samuel Paty, ont profondément choqué la profession et suscité un vif émoi. Si de nombreux discours ont appelé à faire corps avec l'école et ses agent.es, il faut maintenant que les actes suivent. Or, ce n'est pas le chemin que prend le gouvernement en faisant adopter, une fois encore par le 49.3, un budget qui entérine 1709 nouvelles suppressions de postes dans le 1er degré et 483 pour le 2 degré. S'il justifie ces suppressions par la baisse démographique, nous rétorquons que cette baisse devrait justement être l'occasion de redonner les moyens aux équipes de fonctionner correctement. Cela leur permettrait, dans bon nombre de situations, de travailler dans de meilleures conditions mais aussi de pouvoir apporter une réponse adaptée aux élèves en difficulté ou en situation de handicap. La reconstruction des RASED et la baisse des effectifs par classe sont ici centraux et aujourd'hui ils sont pour nous une priorité absolue.

Nous souhaitons en effet vous alerter sur les conditions de travail des personnels qui se dégradent à vue d'œil. Tous les jours, nous recueillons la parole de collègues en pleurs, en dépression, en arrêt ou sur le point de démissionner car leur quotidien devient insupportable. Depuis le début de l'année scolaire, c'est déjà plus de 115 fiches SST qui ont été émises par les personnels pour alerter sur l'impact de leurs conditions de travail sur leur santé. 115 en seulement 9 semaines. Vous n'êtes pas sans savoir que le nombre de démission, de demandes de disponibilité ou de ruptures conventionnelles augmente d'années en années et que ce début d'année 2023 2024 ne fait pas exception et cela nous inquiète fortement.

Ces demandes témoignent d'une réelle souffrance au travail. Trop peu de demandes de disponibilité sur autorisation sont accordées faute, là encore de moyens, alors même qu'elles pourraient constituer un temps de pause dans une carrière.

Nous souhaitons vous alertons ainsi à nouveau sur la situation tout particulièrement dégradée des écoles de Guebwiller et sur la souffrance au travail qu'elle engendre. Collègues épuisés.es, malmenés.es frappés.es, injuriés ; élèves manifestant violemment leur pathologie ou leur mal être : la situation n'est plus tenable. Nous renouvelons donc notre demande de recrutement immédiat et pérenne à l'année d'un.e enseignant.e surnuméraire, de mise à disposition d'un.e éducateur.trice notamment pour la gestion des crises ainsi que de recrutement de l'AESH manquante pour l'école Storck. Et nous insistons sur la nécessité d'un dédoublement des classes dans cette commune pour la rentrée 2024, l'octroi de temps de décharge augmenté pour les directeur.trices ainsi que d'une aide administrative pérenne.

Et la situation de Guebwiller n'est pas isolée : Mulhouse (EE Kleber, Victor Hugo et Porte du Miroir entre autres), Waldighoffen, Riedisheim, Sainte Marie aux mines, Colmar (Hirn) et d'autres écoles nous alertent sur leur situation par mail tandis que tant d'autres crient au secours via les fiches SST.

Les conditions de travail sont aussi dégradées par la diminution des possibilités offertes aux collègues de travailler à temps partiel. Plusieurs dizaines de collègues se sont vu.es à nouveau cette année refuser l'autorisation de travailler à temps partiel ou de choisir une quotité de travail à 50 %, au motif que les moyens attribués à notre département ne permettent pas cette modalité d'exercice. Pourtant, dans bien des cas, cette quotité de travail diminuée est la seule possibilité offerte aux collègues pour tenir dans la durée, un nombre important de demandes étant motivées par des raisons de santé non appuyées par une RQTH, par une fatigue de plus en plus prégnante, par des demandes de mutation inter ou intra départementales non couronnées de succès, par des problèmes de garde pour des enfants âgés de plus de 3 ans.

Ajoutées aux difficultés de recrutement, ces demandes multipliées alertent sur la situation dans laquelle se trouve l'Education Nationale. Pourtant la FSU interpelle le ministère depuis plus de 10 ans déjà sur les dangers de la politique injonctive et descendante des gouvernements successifs, qui au fur et à mesure des réformes et contre réformes, augmente la perte de sens du métier que nos collègues vivent très mal au quotidien. Ajoutons à cela les difficultés croissantes que posent l'inclusion sans moyens et nous voici en 2023 avec une école à bout de souffle, portée à bouts de bras sur le terrain par les collègues d'ores et déjà épuisés.

Plus que jamais pour améliorer les conditions de travail des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves, nous avons besoin de moyens pour diminuer les effectifs et classes, pour reconstruire les RASED, pour abonder les postes de remplacement, pour autoriser les PDMCDQ, pour abonder les places en établissement spécialisés. . Le ministère doit nous octroyer une dotation positive pour la carte scolaire à venir.